

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 150 (2005)
Heft: 11-12

Artikel: Vers la reprise de la guerre froide? Partie 1
Autor: Gallois, Pierre M.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346545>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Vers la reprise de la guerre froide? (1)

Les commémorations officielles se révèlent parfois aussi significatives que les événements qu'elles célèbrent. Pas aussi décisives, certes, mais cependant riches d'enseignements. Déjà, en 2004, lors du soixantième anniversaire du débarquement en Normandie, la rencontre des chefs d'Etat des ex-belligérants avait accordé au vaincu, le Chancelier allemand, une première place tandis que l'un des grands vainqueurs, le président russe, était demeuré dans l'ombre.

■ Gén Pierre M. Gallois

Cette fois, pour célébrer le soixantième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne, le président Bush a, sans réserve, manifesté sa puissance. Avant de rejoindre Moscou, il avait choisi de faire escale à Riga, en Lettonie, ne ralliant Moscou que le lendemain pour terminer triomphalement son déplacement européen en Géorgie. A Riga, il critiqua Yalta et, surtout, invita les républiques baltes, membres de l'OTAN, à encourager les mouvements séparatistes des provinces aux frontières occidentales de la Russie. D'ailleurs, les gouvernements letton et lituanien se sont déjà rangés aux côtés des *indépendantistes* ukrainiens lors des élections ukrainiennes et de la *Révolution orange*. George Bush évoqua aussi «la loi de fer d'un autre Empire» et, s'adressant à Moscou, l'avertit avec insistance de «ne pas intervenir dans les jeunes démocraties aux frontières de la Russie».

Ces aménités, peu diplomatiques, n'ont pas empêché le couple Bush de dîner avec Poutine dans leur *dacha* et d'afficher la plus grande cordialité, bien qu'aux propos tenus à Riga le Président russe ait aussitôt répondu qu'«après les élections présidentielles américaines de

2000, les Etats-Unis n'ont pas de leçon de démocratie à donner». Aux journalistes le porte-parole officiel fit savoir qu'entre les deux hommes la discussion avait porté sur le désarmement nucléaire et l'évacuation par l'Etat d'Israël de la bande de Gaza, et que Georges Bush a pris plaisir à conduire une vieille *Volga* remise à neuf.

Après avoir assisté, sur la place Rouge, à la parade militaire et déjeuné au Kremlin, le Président américain s'envola pour la Géorgie, autre terre de l'ex-Union soviétique, indépendante depuis 1991, où l'accueil fut triomphal. Dès la dislocation de l'Union soviétique, la Géorgie s'était tournée vers l'Ouest. Edouard Chevardnadze au pouvoir à partir de 1992, déclarait que ses «relations avec les Etats-Unis étaient idéales [...] ils nous aident énormément.»

Mais l'oléoduc Bakou - Ceyhan (en Turquie) traverse la Géorgie, celle-ci prend donc une grande importance économique, et Washington avait soutenu l'opposition géorgienne, afin d'installer à Tbilissi un allié encore plus sûr. Finançant les mouvements de jeunes protestataires – comme en Serbie et, plus tard, en Ukraine – le Département d'Etat déclencha une *Révolution des roses*, qui porta au pouvoir

Mikhaïl Saakashvili, ancien ministre de la Justice, un irréprochable américanophile. N'a-t-il pas été étudiant à l'Université Columbia de New-York?

Le nouveau Gouvernement était prêt à accepter l'OTAN sur les deux bases russes héritées de l'Union soviétique, après avoir refusé d'aider Moscou dans sa guerre en Tchétchénie. Le Kremlin, de son côté, soutient la république d'Abkhazie qui s'est déclarée indépendante de la Géorgie. Aussi, sollicitant le soutien de Washington contre Moscou, Tbilissi a-t-il envoyé 800 des siens combattre en Irak.

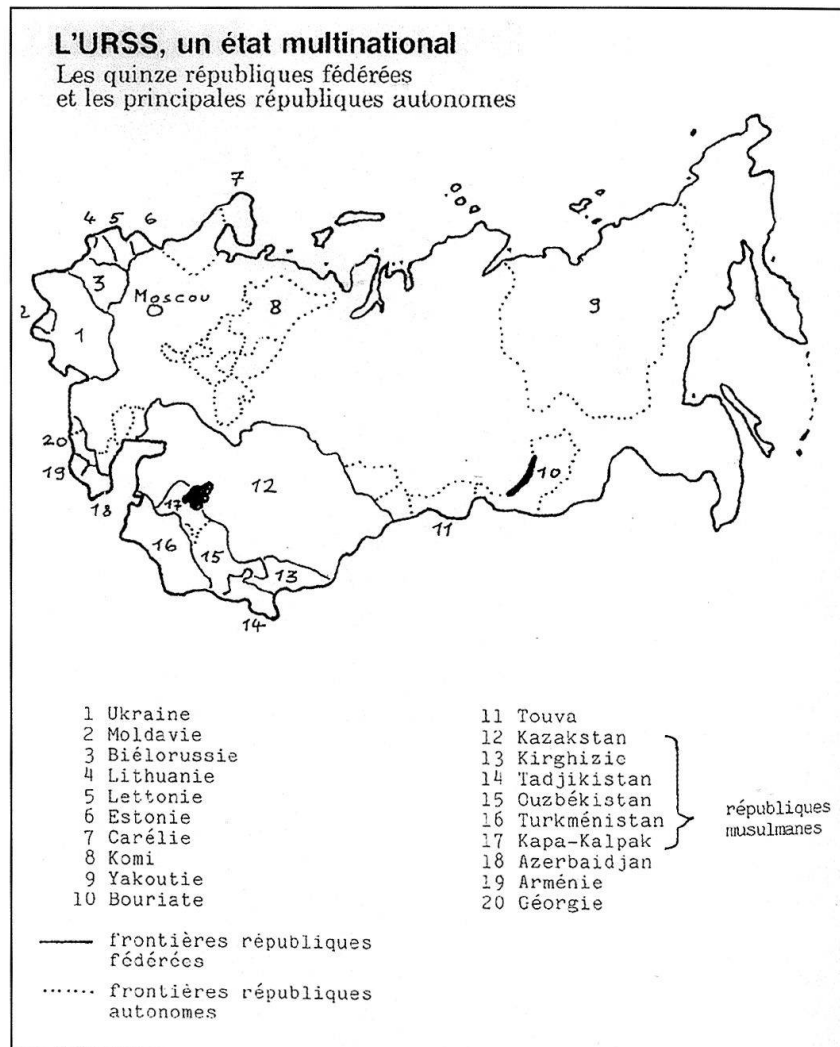
Plus de 100000 Géorgiens ont envahi le *Square de la liberté* pour écouter et applaudir le Président des Etats-Unis lorsque celui-ci déclara: «Nous vivons des temps historiques, la liberté avançant de la mer Noire à la Caspienne, au Golfe persique et au-delà.» Il termina son discours par «Gloire à la Géorgie», prononcé en géorgien. Cette visite a été assortie d'un don supplémentaire de 200 millions de dollars, destinés à compenser la perte d'activité économique due au départ des contingents russes.

Moscou a été prévenu. A la fin du mois d'avril, Condollezza Rice s'était entretenue à Moscou avec le président Pouti-

ne et avec Sergueï Lavrov, ministre de la Défense, de la prochaine visite du Président américain. Elle s'est ensuite rendue à Vilnius, en Lituanie, pour participer à une conférence OTAN-Russie. C'est là, qu'aussi désinvolte que son Président, rencontrant des opposants au régime de Biélorussie, elle les a encouragés à renverser un pouvoir jugé trop proche de Moscou. «*La Biélorussie est la dernière dictature qui demeure en Europe*», a-t-elle déclaré en s'en prenant au Gouvernement de M. Loukachenko. A quoi Sergueï Lavrov a rétorqué: «*Aucun changement de régime ne peut être imposé par l'étranger*».

Entre la Biélorussie et la Roumanie, la Moldavie membre du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) présente un grand intérêt en ce qui concerne les transferts d'énergie fossile, de la Caspienne à l'Europe centrale et occidentale, en contournant la Russie (oléoduc Odessa - Brody). Non seulement la Géorgie mais également l'Ukraine et la Moldavie, celle-ci financièrement aidée par les Etats-Unis, entretenaient dans l'OTAN.

Comme la Roumanie et la Bulgarie en sont membres, l'Alliance atlantique transformée règne militairement de la Baltique à la mer Noire, ces deux mers enlevées à la Russie sur un ensemble territorial de 1 500 000 kilomètres carrés (en y incluant la Pologne), aux populations attirées davantage par l'Amérique que par la Confédération des Etats Indépendants que dirige Moscou. Reste, provisoirement, l'exception biélorusse, avec les quelque 200 000 kilomètres car-



rés du Belarus. D'où la condamnation de son régime politique par Condollezza Rice et les préparatifs d'une «révolution démocratique».

En mer Noire, la présence des Etats-Unis les situe en bonne position sur les voies maritimes d'acheminement du pétrole et du gaz naturel. Un *Commandement de l'Europe de l'Est* y sera créé, qui assurera la continuité de la présence des forces américaines et britanniques de la mer Rouge à l'océan Indien. Des bases aériennes et aéronavales doivent être aménagées, ou construites, en Bulgarie et en Roumanie. Une partie des

15 000 hommes déployés en Allemagne s'y installeront.

Alors qu'il était secrétaire d'Etat, Colin Powell s'était rendu à Moscou (en avril 2004), où il déclara que, si «*les Etats-Unis avaient encore besoin – temporairement – de bases en Europe de l'Est, le nombre de soldats diminuerait et qu'il n'était pas question d'encercler qui que ce soit.*» A cette non-question, on connaît la réponse!

Ainsi, au cours des dernières années, Washington a réalisé une large part de ses desseins, au moins en Europe:

- Achever le démantèlement de l'Empire soviétique, celui du Mal.
- Former un groupe d'interposition à la dévotion des Etats-Unis entre la Russie et l'Europe industrialisée, afin d'en contrôler l'économie.
- Détenir des moyens de pression sur Moscou, en démocratisant l'entourage de la Russie et en y étendant la perspective de mouvements sociaux internes.
- Acquérir de nouveaux alliés pour aider Washington à atteindre ses objectifs. A Vilnius, justement, Condollezza Rice a annoncé qu'elle entendait «utiliser l'OTAN plus efficacement», celle-ci conduisant des opérations partout dans le monde, que ce soit au Proche-Orient, en

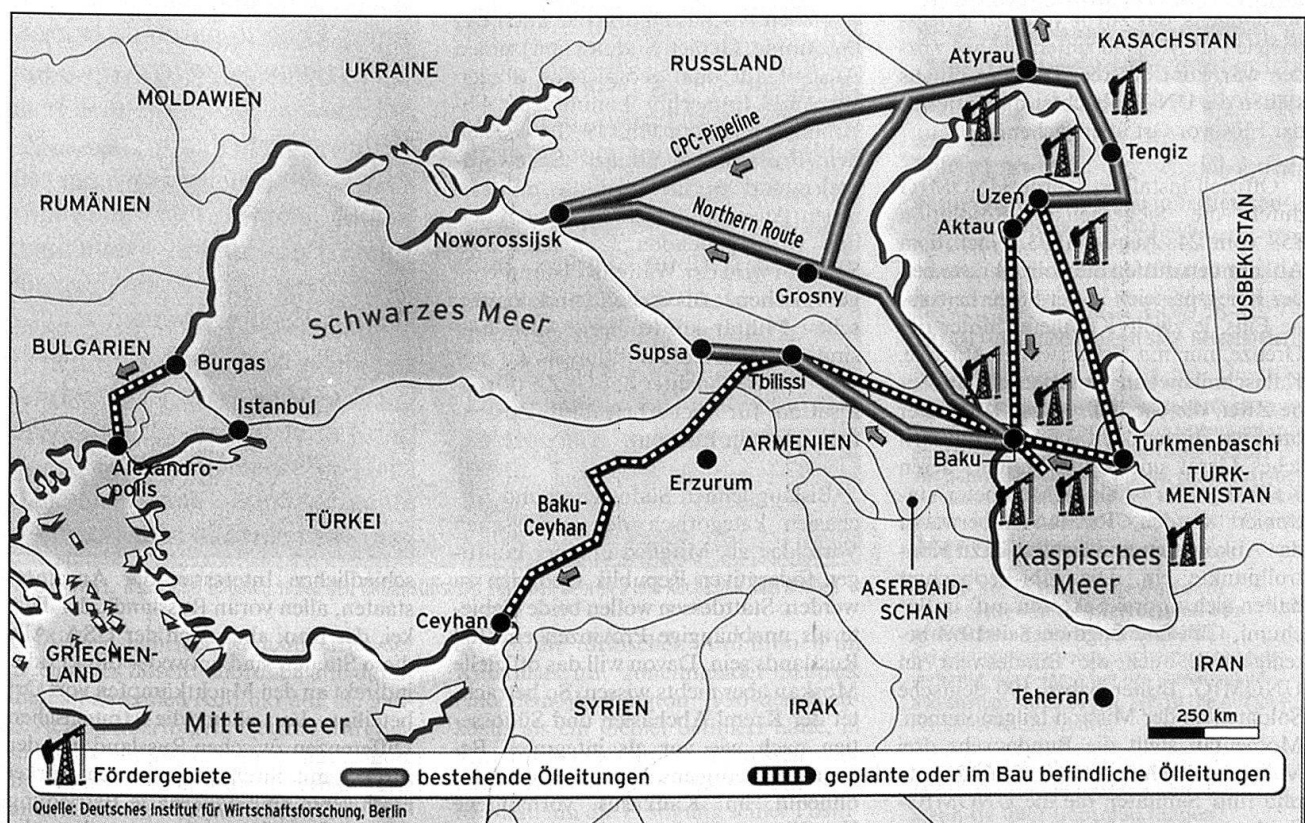
Afrique ou en Asie du Sud-est. Grâce à cette OTAN renforcée, les Etats-Unis contourneraient l'ONU et ses atermoiements, pour gérer militairement la planète conformément à leurs intérêts.

- Dévier vers l'Ouest une part des richesses énergétiques de la Caspienne en intervenant économiquement et politiquement en Azerbaïdjan, en Géorgie et, plus généralement, dans le bassin de la mer Noire, proche des gisements de l'Irak et d'Arabie saoudite.

En revanche, la croisade *islamo-pétrolière* menée par les Etats-Unis depuis le début des années 1990 est loin d'avoir atteint les objectifs qu'elle visait: s'assurer un ravitaillement régulier et abondant en énergies fossiles et contrôler leur acheminement

vers les puissances capables, demain, de contester la super-puissance américaine. Les opérations déclenchées se révèlent fort coûteuses, matériellement, mais surtout politiquement et moralement. Elles ont créé le chaos là où existait un certain ordre, certes déplaisant, différent de celui qui est tenu pour souhaitable en Occident mais préférable à la guerre et à la misère dont les Etats-Unis sont responsables.

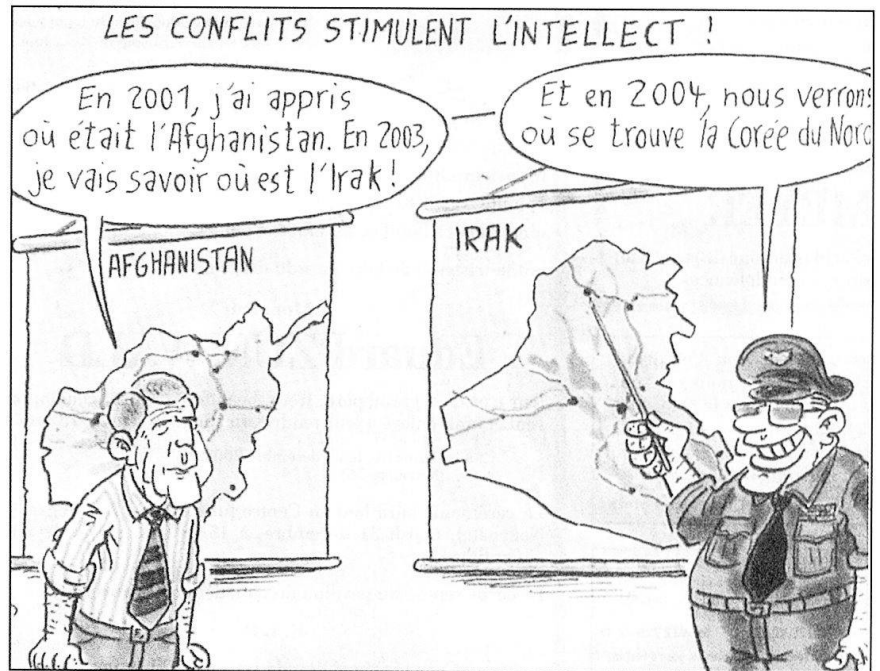
Force est de constater l'échec de leur intervention dans les Balkans, l'instabilité continuant à nécessiter une présence militaire, l'échec aussi de la courte expédition en Somalie, les désordres qui persistent en Afghanistan où s'exaspère la résistance des Talibans. Enfin, l'impossibilité dans laquelle se trouve Washington de ramener la paix en Irak, d'y installer un Gou-



vernement indépendant de l'occupant et de se dégager de ce pays, sans que la guerre civile y prenne encore plus d'ampleur. Comment, dans ces conditions, en exploiter des richesses si convoitées ?

Les blocus économiques ont plongé les peuples dans la pénurie en Serbie et en Irak. Les bombardements, y compris contre des populations non combattantes, la brutalité de la répression du terrorisme, la persistance de la résistance à l'occupant, le traitement des prisonniers, tous ces agissements ont surpris et affligé les amis des Etats-Unis et dressé contre eux, sinon tous les gouvernements des pays musulmans, du moins la quasi-totalité de leurs populations.

Oubliant le 11 septembre 2001, les Talibans déclarent maintenant la *guerre sainte* contre le tortionnaire, le prédateur et le profanateur du *Coran* (rappelons les *révélations* maladroites de *Newsweek*). Et voilà au moins 1 habitant sur 6 de la planète, qui s'affiche résolument anti-américain. S'y joignent, selon les circonstances, 1 à 2 milliards d'autres opposants aux ambitions planétaires des Etats-Unis. C'est là une lourde charge, même pour le plus puissant des Etats.



L'Express, 30 décembre 2002.

En somme, les analystes d'outre-Atlantique devraient admettre qu'il est très difficile de se fier aux gouvernements des pays islamiques et, davantage encore, de se concilier les bonnes grâces de leurs populations, qui ont le sentiment de détenir des richesses indispensables au reste du monde et la volonté d'en tirer tout le profit. A cela s'ajoute le fait d'accorder à la religion la place prépondérante, ce qui constitue autant d'incitations à s'opposer aux desseins des Etats-Unis et, plus généralement, de tous ceux qui partagent leurs conceptions

de la société des hommes. La démocratie n'a aucun attrait pour des peuples dont le *Coran* définit le sens de l'existence et le code de vie. Ils n'y aspirent guère, leurs lois étant d'un autre ordre. D'où le fiasco de la *croisade islamo-pétrolière*.

En revanche, ces mêmes analystes pourraient constater (il semble même qu'ils l'aient fait) que l'ex-Empire soviétique offre pour les Etats-Unis un champ d'action prometteur...

P. M. G.
(A suivre)